

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80 140  
71 040 Mâcon Cedex 9

Le, 14 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Sobotram Transports et Logistique**

33 rue Paul Sabatier  
71530 Crissey

Références : VG/NM/2024/M\_03  
Code AIOT : 0005401481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2023 dans l'établissement Sobotram Transports et Logistique implanté 25 – 33 rue Paul Sabatier 71 530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 sur les liquides inflammables.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sobotram Transports et Logistique
- 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé sur le territoire de la commune de Crissey, exploite sur ce même territoire, une plate-forme logistique composée de cinq bâtiments de stockage (A, B, C/D, E et H), d'un bâtiment « messagerie », d'un atelier mécanique et d'une installation de distribution de carburant.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-82-2 du 23 mars 2018.

Par ailleurs, le site relève des articles L. 515-32 et L. 515-36 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso) et telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (Seveso seuil haut). En effet, l'établissement répond à la règle de dépassement direct seuil haut, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. D'autre part, des servitudes d'utilité publique, visant à réglementer l'urbanisation autour du site, ont été actées par arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-30-1 du 30 janvier 2018.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 2023 portant sur les liquides inflammables

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
3	Distance des stockages	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV	Sans objet
4	Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1	Sans objet
5	Surveillance en permanence des installations de LI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5	Sans objet
6	Stratégie de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV	Sans objet
7	Formation des opérateurs	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV	Sans objet
8	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit intégrer les mentions de dangers des produits à son état des matières stockées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre au premier objectif suivant :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'ensemble des données du site sont stockées en redondance sur deux serveurs. Un serveur est situé dans une salle dédiée au bâtiment siège (prioritaire) et l'autre au bâtiment A (secondaire).</p> <p>L'ensemble des produits stockés sur le site sont référencés dans un logiciel informatique (Reflex).</p> <p>L'exploitant réalise une extraction quotidienne des produits stockés. Cette extraction reprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la localisation du produit au travers d'un code cellule ;</li><li>• la rubrique ICPE ;</li><li>• le poids du produit.</li></ul> <p>Cette extraction ne reprend pas les mentions de dangers des produits stockés.</p>

<p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de sortir les quantités de liquides inflammables présentes dans les cellules E3 et E4 du bâtiment E.</p> <p>L'exploitant réalise un inventaire tournant au minimum annuel par client. Cet inventaire est encadré par une procédure dédiée à chaque client. L'inspection des installations classées a regardé un inventaire d'un client. Celui-ci a été réalisé le 18 novembre 2022. Il n'y a avait pas d'écart entre les quantités présentes sur place et les quantités théoriques issues du logiciel.</p> <p><b>NON CONFORMITÉ : L'état des matières stockées ne reprend pas les mentions de dangers des produits stockés.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>

## N° 2 : Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Etat des matières stockées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre au deuxième objectif suivant :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise l'information vulgarisée sur les produits présents sur site à la population via une synthèse des quantités de matières dangereuses par rubrique ICPE.</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser le jour de la visite d'inspection, une synthèse par rubrique ICPE des quantités de produits présents sur site. L'exploitant a réalisé cette synthèse en moins de 10 minutes.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'exploitant doit continuer à vulgariser l'information à la population des produits dangereux présents sur le site. Pour cela, il pourra par exemple regrouper les quantités par classe de dangers (danger physique, danger pour la santé, danger pour l'environnement).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Distance des stockages

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Distance des stockages aux limites de site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes, pour lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les stockages ouverts, les parois des récipients mobiles sont situées à une distance au moins 20 mètres des limites des sites ;</li> <li>• pour les stockages couverts, les parois des stockages couverts lorsque ces parois existent, où les éléments de structure dans le cas d'un stockage couvert ouvert, sont implantés à une distance au</li> </ul>

moins égale 20 mètres et 1,5 fois la hauteur du stockage couvert par rapport aux limites de sites.

L'exploitant élabore avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023 une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes au dossier d'autorisation ou étude de danger.

**Constats :**

L'exploitant a déposé une demande d'autorisation environnementale le 26 juillet 2021. Ce dossier comprend une étude de dangers (EDD). Cette EDD étudie l'incendie du stockage de liquides inflammables dans les cellules B2, E3, E4 et F1. Les effets thermiques de l'incendie de ces 4 cellules sont contenus dans les limites de propriété du site.

La hauteur sous ferme des bâtiments B, E et F est d'environ 9m. Ainsi, ces cellules de stockages doivent se situer à plus de 20 mètres des limites du site :

Cellule B2 située à plus de 35 mètres ;

Cellules E3 et E4 situées à plus de 60 mètres ;

Cellule F1 située à plus de 45 mètres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Interdiction des H224 et H225 en contenants fusibles

**Prescription contrôlée :**

I- Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L. Cette disposition est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4.

Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4.

Cette disposition est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Les dispositions des points I et II ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.

Les dispositions des points I et II ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

**Constats :**

Le site n'est pas autorisé à stocker des produits H224. Il peut uniquement stocker des liquides inflammables présentant les mentions de dangers H225 et H226.

Les cellules de stockage de liquides inflammables sont équipées d'une extinction automatique à la mousse. Cet équipement est considéré comme un moyen de protection contre l'incendie adapté.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 5 :</b> Surveillance en permanence des installations de LI
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV-5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance en permanence des installations de LI
<b>Prescription contrôlée :</b> I. En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de toute installation contenant plus de 10 mètres cube de liquides inflammables en récipients mobiles, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre des mesures de levée de doute et de transmettre l'alerte en cas de sinistre. L'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.
<b>Constats :</b> cf. partie confidentiel
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 :** Stratégie de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Stratégie de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le départ de feu, pour les stockages extérieurs, et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts. Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Ce plan comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article R. 181-54 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;</li> <li>- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article VI-2. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les cellules de liquides inflammables disposent d'un sprinklage à mousse. Ce moyen d'extinction permet d'éteindre un sinistre en moins de 3 heures. De plus, l'exploitant a mis en place un plan de défense incendie qui a été validé par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Saône-et-Loire dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale déposée en 2021.  Le point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 prévoit qu'en cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. La règle APSAD R1 précise que le local doit être réservé exclusivement aux organes concernant le système de sprinklage. L'inspection des installations classées s'est rendue au local sprinklage du bâtiment E. Un bidon et une palette étaient présents.

<b>Non Conformité :</b>
Des produits combustibles sont présents dans le local sprinklage du bâtiment E.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Formation des opérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-2-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Formation des opérateurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour le personnel interne, tout nouvel arrivant suit le cursus de formation du catalogue sécurité. Les personnes des entreprises extérieures suivent une formation en amont de leur intervention. La procédure « plan de prévention » encadre ces formations.</p> <p>La dernière formation équipier de première intervention a été réalisée le 22/09/23 par une entreprise extérieure. Elle s'organise autour d'une partie théorique et une partie pratique. La partie pratique consiste à la manipulation d'extincteur et de robinets d'incendie armés (RIA) en dehors des bâtiments de stockages.</p> <p><b>Afin d'améliorer la formation à la manipulation des RIA, l'exploitant réfléchit à réaliser des exercices avec les équipements des bâtiments de stockage.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Exercices de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exercices de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation, l'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie. Un tel exercice est réalisé au moins tous les ans. Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le dernier exercice de lutte contre l'incendie a été réalisé le 4 avril 2022 au travers d'un exercice mettant en œuvre le plan d'opération interne (POI). Le prochain exercice doit avoir lieu le 12 décembre 2023. L'exploitant a transmis le compte rendu du dernier exercice POI de 2022. L'exploitant a identifié 7 actions à mener. Ces actions sont maintenant soldées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite